

Al Sissi, fossoyeur de révolution

15 avril 2014



Abla Merzougui Lahket

Non, Al Sissi n'est pas Nasser

Parce qu'il prétend lutter contre le fanatisme, le terrorisme et les frères, le Maréchal Al Sissi, l'homme fort de l'armée et du régime, aime à se donner une image proche du grand leader que fut Gamal Abdel Nasser. celui-ci eut, c'est vrai, lui aussi, maille à partir avec les frères musulmans, pour autant, comparaison n'est pas raison et en l'occurrence, disons clairement que le parallèle s'arrête là.

En effet, là où l'un, foncièrement et farouchement anti-impérialiste luttait, aux côtés des palestiniens, contre l'édification d'un état raciste en Palestine aux ordres de Washington et pour un état palestinien laïc et ouvert à tous, l'autre n'est que le piètre continuateur des accords de paix, de la reconnaissance de l'état d'Israël et de la défense des intérêts US dans la région : soutiens diplomatiques, économiques et financiers, accords militaires ... (1)

Poursuivant dans les pseudo similitudes, notons que jamais Nasser n'eut besoin, pour asseoir autorité, de recourir à la terreur de masse dont, avec ses procès honteux et ses sentences morbides, fait montre aujourd'hui Al Sissi ! Alors que, de par le monde, nombre d'observateurs, relataient l'immense manifestation des anti Morsi de juin 73 comme étant, vraisemblablement, la plus grande mobilisation humaine de l'histoire de l'humanité, à l'inverse, s'agissant des 529 condamnations à mort d'aujourd'hui, l'histoire les retiendra comme la condamnation collective à des peines capitales, la plus importante au monde. triste record ! Sans compter que le 25 mars s'ouvrait un nouveau procès concernant cette fois, 683 personnes.

Par ailleurs, si Nasser a bien été conduit à batailler contre l'Islam politique sur le terrain idéologique et politique, le combat de Al Sissi contre les frères musulmans, n'est quant à lui, pas exempt de suspicion. Il faut savoir, en effet, que la répression qu'il mène contre la confrérie soutenue par le Qatar, est non seulement approuvée mais soutenue, cette fois, par le régime de l'Arabie Saoudite.

Les saoudiens voient là, bien évidemment, une belle occasion de mettre des bâtons dans les roues de leur principal concurrent en "terrorisme islamique", agissant violemment dans les pays arabes, contre les courants progressistes et révolutionnaires (2). De plus, en pays arabe, chacun sait bien ce que "soutien de l'Arabie Saoudite" veut dire en matière sonnante et rébuchante....

Enfin, concernant la filiation, il se trouve que le "nassérien" Al Sissi, est contesté, dans ces élections, par un homme se réclamant, lui, ouvertement, du bagage idéologique et politique de Nasser. En effet, Hamdin Sabahi, réputé "nassériste de gauche", se présente à la présidentielle avec, à son crédit, quoiqu'on puisse penser par ailleurs de son programme, un passé d'homme intègre qui a toujours dénoncé la corruption. Un candidat qui dit aussi vouloir porter les revendications démocratiques et sociales du mouvement révolutionnaire.

Les conflits sociaux en toile de fond

A travers tout le pays, la contestation sociale est grandissante et pour les salariés mobilisés, les jeunes, la responsabilité d'Al Sissi est tout à fait claire : Il est aux affaires et le pays va à l'envers, il en est comptable ! Les conditions de vie se dégradent pour tous et des grèves nombreuses éclatent, notamment sur la question centrale d'un salaire minimum.

Dans la région du Delta, à Mahalla al-Kobr, ce ne ont pas moins de 22 000 ouvriers de la filature qui ont entamé une lutte pour un ajustement de leurs salaires, contre la corruption des dirigeants et l'élection d'un nouveau conseil d'administration. La grève aura duré onze jours au terme desquels, Kamal Abou-Eita, ministre de la main d'oeuvre accordera aux ouvriers le même salaire minimum que celui appliqué dans le secteur public assorti d'une prime annuelle. Une victoire qui s'achèvera par l'engagement du ministre à payer les jours de grève et l'assurance de ne pas poursuivre les grévistes et les responsables syndicaux.

Onze jours, c'est beaucoup et c'est peu en même temps, ce n'est pas en tout cas, le laps de temps "ordinaire" qu'en pareil cas, on laisse passer pour aller vers un éventuel pourrissement du conflit. Cet empressement à signer à Mahalla s'explique essentiellement par la peur de la contagion qui, tant est tendue la situation sociale, ne demande qu'à s'étendre au pays tout entier. On ne compte plus, en effet, pour le seul mois de février dernier les grèves, les démarrages de grèves et les multiples appels. Pendant le conflit de Mahalla, ce ne sont pas moins de sept entreprises du textile qui étaient également dans la grève, à Kafr el-Dawar, Chebin al-Kom, à Nasr , Al-Mahmoudeya...

Les salariés de la compagnie du Nil (routes et ponts) sont entrés dans la grève pour exiger, eux-aussi, l'application du salaire minimum.

Toujours pour le seul mois de février, et pour les mêmes revendications, ce sont les employés de six compagnies de l'eau et d'assainissement qui ont entamé une grève, tout comme ceux de la société égyptienne de propylène de Port Saïd.

Enfin pour clore provisoirement une liste non exhaustive de conflits sociaux en cours, le 23 février, les 23 dépôts de bus de l'Autorité de transport du Caire et de Giza se trouvaient paralysés par les grévistes qui revendiquaient un alignement de leurs salaires sur ceux des travailleurs des chemins de fer et du métro...

Le régime, de nature ultra libérale, n'a d'autres moyens, pour surmonter sa crise, que d'affronter sa propre population et le monde du travail. C'est la raison pour laquelle les attaques se succèdent, comme l'obligation pour des centaines de travailleurs d'abandonner leurs contrats de travail permanents pour des contrats précaires, comme les attaques contre le salaire minimum, comme les licenciements de masse de grévistes dans des entreprises dont les patrons sont liés au régime, comme enfin, comme la baisse vertigineuse du pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de vie...

La révolution, cible principale

Arrivé au pouvoir, presque clandestinement, sur le porte-bagage de l'immense mobilisation anti-Morsi, Al Sissi sait bien toutefois que les embellies, comme celle dont il semble bénéficier aujourd'hui, peuvent se terminer aussi vite qu'elles sont arrivées.

Pris d'une part, entre la séquence électorale qui sera, peut-être, un porte-voix pour ceux qui persistent à dénoncer ses responsabilités directes dans la crise qui ravage le pays et d'autre part, les conflits sociaux qui, se multipliant, montrent au grand jour la défiance d'une partie grandissante de l'opinion publique et du mouvement révolutionnaire, Al Sissi n'est certainement pas aussi serein que l'apparence qu'il se donne.

Certes, lorsqu'il s'est agit, après l'épisode Morsi, de réprimer la confrérie, effrayés par cet islamisme débridé et réactionnaire, beaucoup se sont rangés derrière lui. Pour autant, désormais, un grand nombre d'égyptiens commencent à douter, notamment avec l'ampleur de la répression et l'approfondissement de la crise, de la ligne politique du pouvoir.

En vieux routier de la politique, Al Sissi sait aussi très bien classer hiérarchiquement les dangers et, par voie de conséquence, ses obstacles et ses ennemis. Et, les faits sont parlants, c'est bel et bien la révolution et le peuple qui la porte qui sont dans son collimateur.

C'est ce qui explique qu'il n'y ait pas, loin de là, que des islamistes dans les charrettes. La répression frappe aussi, très précisément, les militants et militantes révolutionnaires par centaines, les syndicalistes, les grévistes, les leaders étudiants...

Les voix qui, totalement isolées aussitôt après le renversement de Morsi, contestaient l'arrivée au pouvoir des militaires, commencent maintenant à se faire entendre. Les égyptiens sentent bien, en effet, que ni Morsi hier, ni Al Sissi aujourd'hui ou demain, ne défendront leurs intérêts tels qu'ils les ont exprimés au premier jour du premier rassemblement sur la place Tahrir.

A défaut d'un programme commun, les deux partagent clairement même objectif : en finir avec cette révolution qui présente tant de dangers pour l'establishment local, pour les "partenaires" traditionnels de l'Égypte que sont les USA et enfin, pour la stabilité politique et économique dans la Région.

La France menace des militants égyptiens d'expulsion

C'est dans ce contexte extrêmement tendu pour les tenants de la dynamique révolutionnaire que les autorités françaises choisissent de menacer d'expulsion sept jeunes militants égyptiens. On reproche à ces jeunes gens d'avoir manifesté devant le bureau militaire de l'ambassade d'Égypte à Paris. Manifestation se déroulant sans incident, jusqu'à la dispersion convenue à l'avance avec les forces de police, quand subitement la police procède à des arrestations. Certains de ces manifestants, sans papier, sont embarqués. Quatre jeunes subiront 16 heures de garde à vue et ils sont, depuis, tous les sept, sous le coup d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français).

Sachant que, juste avant sa nomination au poste de premier ministre, Mr Valls alors ministre de l'intérieur, a fait passer une note aux préfets à propos des OQTF les enjoignant à la sévérité : "Toutes les fois où c'est possible, il vous revient de préparer, dès la notification de vos décisions, l'éloignement effectif des ressortissants étrangers concernés", il y a fort à craindre pour ces "ressortissants" égyptiens concernés.

Samia Ammour, la porte parole de l'inter-collectif de solidarité avec les luttes dans le monde arabe dit de ces jeunes : " Ce sont des enfants du peuple, pas des extrémistes. Ils ne sont pas liés aux frères musulmans. Très militants, ils se réclament plutôt de l'héritage de Nasser et sont épris de démocratie et de justice sociale. Leur ligne est claire : Ni Morsi, Ni Al Sissi."

En la circonstance, la France s'enorgueillerait de ne pas donner suite à la procédure et d'accorder asile à ceux des militants qui la souhaitent.

Abla Merzougui Lahket

»» <http://www.lautreafrique.info>